

L'Écosse à la recherche du bien commun

William Storrar and Catherine Caron

Number 776, January–February 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73355ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Storrar, W. & Caron, C. (2015). L'Écosse à la recherche du bien commun. *Relations*, (776), 32–33.



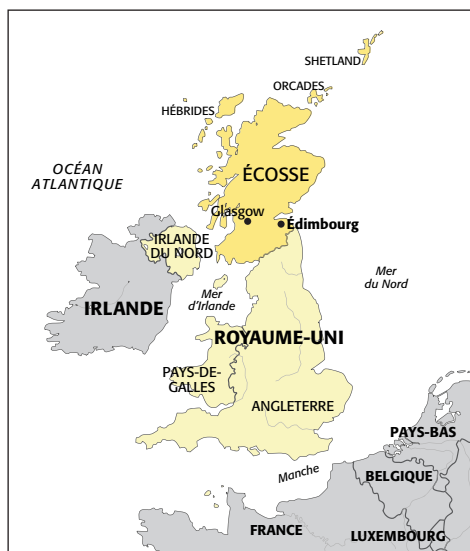
L'Écosse à la recherche du bien commun

C'est une véritable renaissance démocratique que l'Écosse a vécue à l'occasion du référendum sur son indépendance en septembre dernier. Tout indique que cet enjeu restera bien vivant dans les années qui viennent.

WILLIAM STORRAR*

L'auteur, Écossais, est directeur du Center of Theological Inquiry de Princeton, aux États-Unis

À l'occasion du référendum sur l'indépendance de l'Écosse, le 18 septembre dernier, j'ai vu la détermination de voter des Écossais s'exprimer fortement. Ma sœur, par exemple, atteinte de sclérose en plaques et hospitalisée, n'ayant plus qu'une faible mobilité dans sa main droite, a tenu à pouvoir voter Oui. Même chose pour une de mes amies octogénaires qui a descendu l'abrupte colline menant au bureau de vote, avant de se faire raccompagner. Bien que le Non l'ait emporté avec 55 % des voix, le taux de participation – 85 % – a été exceptionnel. Et si j'ai été témoin de l'arrogance de certains partisans du Non, il reste que cette campagne référendaire écossaise s'est démarquée par son civisme, son pacifisme et son sens de la fête, réussissant à susciter la participation de milliers de personnes qui n'avaient jamais participé à la vie publique ou qui ne s'étaient jamais inscrites pour voter.



POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Pour beaucoup, ce référendum ne portait pas sur la volonté des Écossais de se séparer ou non du reste du Royaume-Uni : la question véritable était de savoir ce que l'Écosse veut devenir au XXI^e siècle, en pensant en premier lieu aux plus démunis, aux malades, aux immigrants, aux exclus. Il s'agissait en fait pour eux de déterminer quels pouvoirs constitutionnels sont nécessaires pour faire émerger une société plus juste, l'indépendance étant un moyen pour atteindre cette finalité plus grande.

Lors d'une tournée que j'ai organisée en mai dernier avec un groupe appelé le Bus Party 2014, des intellectuels, écrivains, musiciens, poètes et chanteurs se sont rendus dans des coins reculés et défavorisés du pays. Nous avons demandé aux gens : quel type d'Écosse voulez-vous ? À travers lectures et chansons, un dialogue s'est ouvert et nous avons vraiment écouté les espoirs des citoyens. Sur un long rouleau de papier qui, à la fin, faisait plus de 70 mètres de long, ceux-ci ont laissé quelque 400 phrases exprimant leurs souhaits pour l'Écosse. Ce document historique, qui capte l'expression remarquablement cohérente d'une volonté populaire à un moment précis de l'histoire, sera confié au Scottish Political Archive. Il parle d'un désir d'épanouissement collectif, non pas de la perte financière ou du gain individuel pouvant résulter de l'indépendance – ce sur quoi les campagnes officielles ont mis l'accent. Il témoigne d'une population très préoccupée par le bien commun – le *commonweal*, comme on l'appelle en Écosse.

En résumé, ces personnes ont dit vouloir une Écosse confiante, tolé-

rante, diversifiée, enracinée, ouverte, pacifique, instruite, avisée, égalitaire, écoresponsable, empathique, qui prend soin de ses gens. Une Écosse sans pauvreté où les espoirs et les rêves sont possibles, où les enfants sont nourris et chéris, où le gouvernement est décent et digne, où les décisions sont prises localement, où toutes les voix sont entendues, toutes les croyances bienvenues, où la vie des personnes reflète la beauté du paysage et où personne n'est laissé derrière.

Évidemment, qui pourrait être contre un si beau projet de société ? D'aucuns ont bien sûr rejeté du revers de la main de tels propos. Pourtant, ce sont là les pensées bien pesées de citoyens d'une petite nation confrontée aux politiques d'austérité menées par le gouvernement du Royaume-Uni : des coupes dans les programmes sociaux destinés aux pauvres et des baisses d'impôts pour les riches.

Un grand nombre d'Écossais ont ainsi vu le référendum comme une occasion de choisir un autre type de modèle social et économique en acquérant une plus grande autonomie politique. Cet espoir ne meurt pas en raison du vote contre l'indépendance – qui l'a emporté grandement à cause de la promesse des trois chefs de partis du Royaume-Uni qui, en toute fin de campagne, ont convenu d'accorder plus de pouvoirs au parlement écossais à brève échéance. S'ils échouent à concrétiser cette promesse, la colère de plusieurs partisans du Non s'ajoutera à l'énergie indéfectible des partisans du Oui, garantissant une suite à ce référendum.

UN ENGAGEMENT POLITIQUE RAVIVÉ

Des milliers de jeunes, de femmes et de personnes défavorisées ont ainsi découvert qu'ils ont voix au chapitre. À Glasgow par exemple, une ville post-industrielle qui a le taux de pauvreté



le plus élevé d'Écosse, le vote pour le Oui a été dominant, de même que dans trois autres villes similaires. Les pauvres, mais aussi les travailleurs en général et les jeunes ont voté pour un changement tandis que les prospères ont voté pour le statu quo. Chose certaine, cette période de citoyenneté active se poursuivra. Les réseaux de femmes et d'artistes pour l'indépendance qui ont créé de nouvelles formes d'engagement politique vont poursuivre leur action. Comme le dit Ann Lunch, une militante de Dalmeir, l'une des collectivités les plus pauvres du pays: «Le génie est sorti de la lampe et n'y retournera pas!»

En outre, le langage associé au bien commun, au *commonweal*, fait maintenant partie du vocabulaire de tous les jours. À cet égard, si les évêques catholiques ont appelé les croyants à voter selon leur conscience et avec l'amour du bien commun, il est bien connu que ce parti pris a principalement été porté par le mouvement séculier plus radical qui a émergé en Écosse ces dernières années. Il a organisé des événements et produit des documents sur les politiques publiques prenant le modèle de la social-démocratie scandinave comme exemple pouvant inspirer la construction d'une Écosse plus prospère et plus égalitaire, à l'opposé du modèle néolibéral des gouvernements successifs du New Labour et du Parti conservateur au Royaume-Uni. La question de savoir si l'Écosse est de fait plus égalitaire que le reste du Royaume-Uni est au cœur de chauds débats, certains commentateurs arguant qu'il s'agit là d'un mythe entretenu par l'*establishment* écossais et dans son intérêt. Avec la résurgence continue de l'engagement politique des gens de la base, il existe maintenant une chance pour que les débats sur le bien commun se fassent avec la participation de citoyens «ordinaires» et non plus seulement entre les habituels représentants du monde des affaires, des syndicats, des Églises et

des organismes à but non lucratif. Par ailleurs, si la campagne du Oui s'est concentrée sur les questions sociales et économiques, une fusion entre la culture et le politique en créait l'énergie. L'identité et l'indépendance écossaises étaient célébrées dans leurs dimensions civique et plurielle, plutôt que linguistique et ethnique.

Ainsi, l'Écosse n'est peut-être pas devenue indépendante, mais elle est toujours *sur la route* de l'indépendance. Assez ironiquement, la campagne du Oui manifeste encore énergie et enthousiasme, alors que la campagne victorieuse du Non est en plein

comme inadéquats les nouveaux pouvoirs en matière fiscale et sociale promis par les ténors de la campagne du Non et accordés, fin novembre, au parlement écossais. Les derniers sondages d'opinion indiquent que le SNP pourrait obtenir une majorité des sièges écossais lors de la prochaine élection générale de 2015 au Royaume-Uni. La pression en faveur d'une plus grande autonomie pour l'Écosse serait ainsi maintenue. Cela pourrait rendre davantage probable la tenue d'un second référendum, en particulier si le SNP reprend le pouvoir en Écosse en



désarroi. Le Parti national écossais (SNP) –indépendantiste– a vu son *membership* augmenter de 26 000 à 90 000 membres depuis le 18 septembre. Dans la même période, la chef du Parti travailliste écossais, Johann Lamont, a démissionné avec amertume, dénonçant que la branche anglaise de son parti ait traité l'Écosse comme une succursale de Londres pendant la campagne. De manière contrastée, le leader de la campagne du Oui, Alex Salmond, a démissionné avec élégance de son poste de premier ministre de l'Écosse et de chef du SNP quelques heures après la défaite, passant le flambeau à une génération plus jeune. Nicola Sturgeon, une politicienne douée, lui succède. Elle a sillonné le pays sans relâche pendant la campagne, parlant régulièrement devant des salles comblées. Elle a dénoncé

2016, et que le gouvernement conservateur de David Cameron tient sa promesse de tenir un référendum pour que le Royaume-Uni sorte de l'Union européenne en 2017. La question de l'indépendance de l'Écosse restera donc un chaud débat ces trois prochaines années.

Dans *L'Agréable Satire des trois États* (en anglais: *A Satire of the Three Estates*), une pièce satirique contre la noblesse et le clergé composée en 1540 par le poète écossais David Lyndsay, le personnage principal prend le devant de la scène pour condamner l'oppression des pauvres par les riches et puissants de l'Église et de l'État. Son nom est John the Commonweal. Pendant l'été 2014, ses héritiers sont revenus à l'avant-scène de la vie publique en Écosse – et ne montrent aucune volonté de la quitter. ●

Quelques-uns des artistes de la tournée du Bus Party 2014.
Photo: Carolyn Scott

*Traduit de l'anglais par Catherine Caron.